

Une crise du logement sans précédent : L'échec cinglant des politiques de Macron

Tous les indicateurs sont au rouge :-La France est en tête des pays dit « développés » en nombre de sans-abris¹ (notamment des enfants) rapportés à la population totale, le nombre d'expulsion bat des records historique d'année en année comme le nombre de demandeurs HLM, les taux d'effort des locataires et accédants augmentent sans cesse, les jeunes, les saisonniers, les immigrés, les ménages modestes ne peuvent plus se loger. La production de LLS est en baisse constante.

C'est une honte, alors que la France n'a jamais été aussi riche, et les profits si élevés.

Plutôt que de financer la production massive de logements sociaux et de réguler le marché immobilier et la fièvre spéculative, Macron a choisi de faire des économies sur les APL, de ponctionner les organismes HLM, de laisser prospérer la fraude locative des bailleurs privés, des intermédiaires immobilier et des sites d'annonces, de laisser s'étendre le cancer des locations touristiques au détriment de la population locale...

Que faut-il en attendre du Gouvernement Barnier et de V. Létard, soumis au bon vouloir de l'extrême droite xénophobe et pro-spéculation ? De nouvelles attaques contre les locataires HLM et du privé, les demandeurs HLM, ceux des sans abri et des mal-logés ?

L'examen de la loi Kasbarian 2 au Sénat, interrompue par la dissolution, doit cesser :

En effet, elle attaque les locataires HLM, mais aussi les futurs locataires en leur imposant des loyers plus élevés et elle facilite les « *expulsions représailles* ».

Elle sabote la loi SRU, renforce le clientélisme municipal et supprime le contingent préfectoral qui loge les prioritaires et les DALOs.

Elle fragilise la vocation sociale des HLM en facilitant la vente des logements sociaux, instaurant le bail mobilité en HLM et en permettant aux bailleurs sociaux de spéculer, ...

Les loyers trop chers, ne cessent d'augmenter : il faut revenir sur la baisse des APL depuis 2017, geler les loyers en HLM depuis 2022 et les baisser dans le secteur privé, pour revenir à un taux d'effort maximum de 20%.

Il faut financer et prioriser la production au moins 250 000 logements sociaux par an (contre moins de 80 000 actuellement, desquels il faut retrancher les ventes et les démolitions, soit un solde réel net annuel inférieur à 50 000), et il faut cesser de vendre et de démolir des logements sociaux !

Il faut appliquer et respecter les lois et les droits des sans-abri, des mal-logés et des locataires.

Ce sont des conquêtes sociales : droit à l'hébergement jusqu'au relogement, réquisition des logements et locaux vacants qui n'ont jamais été aussi nombreux, respect de la loi DALO, mise en place d'un service de contrôle et de sanction contre la fraude aux rapports locatifs. Il faut que le droit au logement pour tou.te.s soit une réalité.

**Pour défendre le logement social et le droit au logement pour touTEs, pour
contrer les attaques qui s'annoncent, unissons-nous et mobilisons-nous !**

¹ <https://fr.statista.com/infographie/32972/part-de-personnes-sans-abri-dans-une-selection-de-pays/>